

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Chapitre 1 – Introduction générale . . . . .</b>	<b>1</b>
1. De l'environnement . . . . .	1
1.1 La définition . . . . .	1
1.2 Les problèmes environnementaux . . . . .	5
1.3 La conservation et l'utilisation . . . . .	7
1.4 Les sciences de l'environnement . . . . .	9
1.5 Les éthiques environnementales . . . . .	9
2- De l'homme et de son environnement . . . . .	15
2.1 L'effet des activités humaines sur l'environnement : la formule Ehrlich . . . . .	15
2.1.1 La population . . . . .	17
2.1.2 La richesse (C) . . . . .	25
2.1.3 La technologie (T) . . . . .	27
2.2 Pourquoi s'en préoccuper ? . . . . .	29
2.2.1 Pour éviter la catastrophe . . . . .	29
2.2.2 Pour les générations futures . . . . .	30
2.2.3 Pour réaliser le droit à un environnement sain . . . . .	33
2.2.4 Pour le maintien de la paix internationale. . . . .	34
3. L'histoire . . . . .	36
3.1 Avant 1972 . . . . .	36
3.2 La Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain (CNUEH) de Stockholm (1972) . . . . .	37

3.3	La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) de Rio (1992) . . . . .	39
3.4	La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD) de Johannesburg (2002) . . . . .	41
3.5	La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD) de Rio+20 (2012) . . . . .	42
4.	Objet et fonction du droit international . . . . .	48
4.1	Objet . . . . .	48
4.2	Fonction . . . . .	49
	Bibliographie sommaire . . . . .	51
	<b>Chapitre 2 – Les institutions, la formation des normes et les mécanismes d'application . . . . .</b>	<b>53</b>
1.	Les institutions . . . . .	53
1.1	Les institutions interétatiques à vocation universelle . . . . .	57
1.1.1	L'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil économique et social . . . . .	58
1.1.2	Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) . . . . .	59
1.1.3	La Commission du développement durable et le Forum politique de haut niveau pour le développement durable . . . . .	63
1.1.4	Le Fonds pour l'environnement mondial . . . . .	64
1.1.5	Les Conférences des Parties et les Secrétariats . . . . .	65
1.1.6	Les agences spécialisées de l'ONU . . . . .	66
1.1.6.1	L'Organisation maritime internationale (OMI) . . . . .	67
1.1.6.2	L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) . . . . .	68
1.1.6.3	L'Organisation mondiale de la santé (OMS) . . . . .	69
1.1.6.4	L'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) . . . . .	70

1.1.6.5	L'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le <i>Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat</i> (GIEC) . . . . .	71
1.1.6.6	L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) . . . . .	72
1.2	Les institutions interétatiques régionales. . . . .	73
1.3	Les organisations non gouvernementales (ONG) . . . . .	75
2.	La formation des normes. . . . .	76
2.1	L'élaboration des traités relatifs à la protection de l'environnement. . . . .	77
2.2	Les caractéristiques des traités relatifs à l'environnement. . . . .	81
2.3	Les autres sources du droit international de l'environnement. . . . .	84
3.	Les mécanismes de respect des obligations . . . . .	87
	Conclusion. . . . .	96
	Bibliographie . . . . .	98
	<b>Chapitre 3 – Les concepts et principes généraux . . . . .</b>	<b>105</b>
	Introduction . . . . .	105
1.	Le concept de développement durable . . . . .	106
1.1	Les notions générales . . . . .	106
1.2	Les conceptions faible et forte du développement durable. . . . .	110
1.3	Les principes structurants du développement durable : intégration, équité intra et intergénérationnelle . . . . .	112
1.3.1	Principe d'intégration . . . . .	113
1.3.2	Équité intragénérationnelle . . . . .	116
1.3.3	Équité intergénérationnelle . . . . .	118
1.4	Le statut juridique et la portée du développement durable. . . . .	120

2.	Le principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles . . . . .	123
3.	Le principe de prévention . . . . .	125
3.1	Les notions générales . . . . .	125
3.2	Volet substantif . . . . .	130
3.3	Volet procédural . . . . .	134
3.3.1	La réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement (EIE) . . . . .	134
3.3.2	La notification et la consultation . . . . .	135
4.	Le principe de précaution . . . . .	138
4.1	Les définitions . . . . .	139
4.2	Les applications . . . . .	146
4.2.1	L'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires . . . . .	146
4.2.1.1	L'Affaire Japon – Mesures visant les produits agricoles . . . . .	147
4.2.1.2	L'Affaire du bœuf aux hormones . . . . .	148
4.2.2	Le Protocole de Cartagena . . . . .	153
4.2.3	Les lignes directrices européennes de février 2000 . . . . .	154
5.	Le principe du pollueur-payeur . . . . .	157
5.1	Les notions générales . . . . .	157
5.2	Une mise en œuvre difficile . . . . .	161
5.3	Les problèmes particuliers . . . . .	162
6.	Le principe des responsabilités communes mais différenciées . . . . .	164
6.1	Les notions générales . . . . .	164
6.2	La signification . . . . .	167
6.3	Liens avec le développement durable . . . . .	170
6.4	Modalités d'application . . . . .	171
6.5	Statut juridique . . . . .	172

---

7. Principe de participation du public. . . . .	175
7.1 Les notions générales . . . . .	175
7.2 Les applications . . . . .	176
Conclusion . . . . .	177
Bibliographie. . . . .	178
<b>Chapitre 4 – L’environnement et les droits de l’homme . . . . .</b>	<b>183</b>
Introduction . . . . .	183
1. Du droit de l’environnement au droit à l’environnement : la pertinence du recours aux droits de l’homme d’une troisième génération pour une protection accrue de l’environnement . . . . .	186
1.1 Le développement des deux premières générations de droits de l’homme . . . . .	188
1.1.1 Les droits de l’homme de première génération . . . . .	189
1.1.2 Les droits de l’homme de deuxième génération . . . . .	189
1.2 Le développement du droit à l’environnement comme droit d’une troisième génération de droits de l’homme. . . . .	190
1.2.1 Le droit à l’environnement dans les textes internationaux . . . . .	191
1.2.2 Le droit à l’environnement dans les textes régionaux . . . . .	192
2. Le débat sur le droit à l’environnement comme droit de l’homme. . . . .	193
2.1 Le débat sur la forme : la remise en cause de l’existence même des droits de troisième génération ou « droits de solidarité » . . . . .	194
2.1.1 Le danger d’affaiblir les droits existants . . . . .	196

2.1.2	Les difficultés liées aux sources des droits de l'homme de la troisième génération : des titulaires flous, une mise en œuvre insuffisante . . . . .	199
2.1.3	L'anthropocentrisme du droit à l'environnement . . . . .	203
2.2	Le débat sur le fond : l'opportunité d'un droit de l'homme à l'environnement . . . . .	209
2.2.1	Peut-on assurer la mise en œuvre du droit à l'environnement en recourant simplement aux droits de l'homme existants ? . . . . .	209
2.2.2	Peut-on assurer la mise en œuvre du droit à l'environnement en recourant aux droits procéduraux ? . . . . .	233
3.	A-t-on besoin d'un nouveau droit à l'environnement ou le « verdissement » des autres droits et les droits procéduraux suffisent-ils ? . . . . .	240
3.1	Les motivations en faveur de la reconnaissance d'un droit à l'environnement autonome . . . . .	240
3.2	Comment définir le droit à l'environnement ? . . . . .	242
	Conclusion . . . . .	244
	Bibliographie. . . . .	247
	<b>Chapitre 5 – La protection internationale des espèces de la faune et de la flore . . . . .</b>	<b>257</b>
	Introduction . . . . .	257
1.	Les causes et l'ampleur de la disparition des espèces . . . . .	259
1.1	La surexploitation des ressources . . . . .	262
1.2	La transformation des terres et des habitats . . . . .	263
1.3	La pollution et les changements climatiques . . . . .	264
2.	L'évolution des concepts et des approches . . . . .	265
2.1	La conservation . . . . .	265
2.1.1	Les approches utilitaristes . . . . .	270

---

2.1.2	Les approches conservacionnistes . . . . .	271
2.1.3	Les approches intégrées . . . . .	272
2.2	La souveraineté nationale . . . . .	274
3.	Les conventions multilatérales générales . . . . .	274
3.1	La protection des habitats et des lieux de migration. .	276
3.1.1	La Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel . . . .	276
3.1.1.1	La souveraineté nationale sur le patrimoine culturel et naturel. . . . .	278
3.1.1.2	L'assistance internationale . . . . .	283
3.1.1.3	Constat et défis à relever . . . . .	287
3.1.2	La Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (Convention de Ramsar) . . . . .	287
3.1.2.1	Des engagements souples . . . . .	289
3.1.2.2	Les institutions de la Convention . . .	296
3.1.2.3	Constats et défis à relever. . . . .	296
3.1.3	La Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (Convention de Bonn) . . . . .	299
3.1.3.1	Des obligations de protection distinctes pour les espèces des annexes I et II. .	300
3.1.3.2	Les institutions de la Convention . . .	303
3.1.3.3	Constats et défis à relever. . . . .	303
3.1.4	La Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne) : un instrument quasi général à portée intercontinentale Europe-Asie-Afrique . . . . .	305
3.2	La protection des espèces par la réglementation de leur habitat, de leur chasse et la promotion de la recherche scientifique . . . . .	307
3.2.1	Le régime du <i>Traité sur l'Antarctique</i> . . . . .	307
3.2.1.1	La Convention pour la protection des phoques de l'Antarctique . . . . .	310

3.2.1.2	La Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique . . . . .	311
3.2.1.3	Le Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement (Protocole de Madrid) . . . . .	314
3.2.1.4	Défis à relever pour le régime du Traité sur l'Antarctique . . . . .	317
3.3	La protection des espèces par la réglementation de leur commerce international : La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction . . . . .	318
3.3.1	Une approche juridique empruntant la technique des annexes . . . . .	322
3.3.1.1	L'annexe I . . . . .	323
3.3.1.2	L'annexe II . . . . .	324
3.3.1.3	L'annexe III . . . . .	325
3.3.2	Les institutions de la Convention . . . . .	326
3.3.3	Le système des réserves . . . . .	328
3.3.4	Les amendements aux annexes . . . . .	329
3.3.5	Les constats et les défis à relever . . . . .	331
3.4	La protection des espèces et de leurs habitats par la lutte contre la désertification . . . . .	333
3.4.1	La <i>Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification</i> . . . . .	333
3.4.2	Les causes du problème . . . . .	334
3.4.3	La réponse internationale . . . . .	335
3.4.3.1	Les négociations de la Convention . . . . .	335
3.4.3.2	Le champ d'application de la Convention . . . . .	335
3.4.3.3	Les engagements des États . . . . .	336
3.4.4	Les institutions de la Convention . . . . .	340
3.4.5	Les constats et les défis à relever . . . . .	341
4.	La protection d'espèces spécifiques par des conventions multilatérales de conservation . . . . .	342



---

4.1	La réglementation internationale de la chasse à la baleine. . . . .	342
4.1.1	La Convention internationale sur la réglementation de la chasse à la baleine de 1946 . . . . .	343
4.1.1.1	Les origines et les objectifs . . . . .	343
4.1.1.2	Le pouvoir de réglementation de la CBI . . . . .	346
4.1.1.3	Les exceptions . . . . .	347
4.1.1.4	Le moratoire de 1982 . . . . .	349
4.1.1.5	L'arrêt <i>Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon)</i> de la Cour internationale de justice . . . . .	353
4.1.2	La prise en compte de la problématique baleinière par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer . . . . .	363
4.1.3	La prise en compte de la problématique baleinière par la CITES . . . . .	364
4.2	Les traités de protection des phoques . . . . .	370
4.2.1	Le Traité relatif à la préservation et la protection des phoques à fourrure. . . . .	372
4.2.2	La Convention pour la protection des phoques de l'Antarctique . . . . .	374
4.3	Les conventions de protection des oiseaux. . . . .	374
4.3.1	La Convention de 1902 pour la protection des oiseaux utiles à l'agriculture . . . . .	374
4.3.2	La Convention internationale pour la protection des oiseaux . . . . .	375
4.4	Les conventions de protection des ours . . . . .	377
4.4.1	L'ours noir . . . . .	377
4.4.2	L'ours blanc. . . . .	378
	Conclusion . . . . .	380
	Bibliographie. . . . .	381

<b>Chapitre 6 – La biodiversité . . . . .</b>	<b>389</b>
Introduction . . . . .	389
1. L'importance de la biodiversité et l'ampleur de son érosion . . . . .	391
1.1 L'importance de la biodiversité . . . . .	391
1.1.1 La diversité génétique . . . . .	392
1.1.2 La diversité spécifique . . . . .	393
1.1.3 La diversité écosystémique . . . . .	393
1.1.4 Les interrelations entre ces trois niveaux de diversité biologique . . . . .	394
1.2 L'érosion de la biodiversité : la définition du problème . . . . .	396
2. Les négociations de la convention sur la diversité biologique : des positions antagoniques . . . . .	406
2.1 L'approche conservacionniste des pays développés : la biodiversité, « patrimoine commun de l'humanité » . . . . .	408
2.2 L'approche onusienne : le rejet du concept de patrimoine commun de l'humanité . . . . .	411
3. Le contenu de la convention : les « obligations » suscrites . . . . .	416
3.1 Le caractère des obligations . . . . .	416
3.2 Les obligations de conservation et d'utilisation durable . . . . .	419
3.2.1 La conservation de la biodiversité . . . . .	420
3.2.2 L'utilisation durable de la biodiversité : le développement durable comme fondement à l'exploitation des ressources . . . . .	423
3.2.2.1 Les possibilités de l'approche écosystémique . . . . .	424
3.2.2.2 La biodiversité forestière . . . . .	428
4. Le protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages . . . . .	437

---

4.1	Les négociations du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources et le partage des avantages (Protocole de Nagoya sur l'APA) . . . . .	438
4.2	Objectif et champ d'application du Protocole de Nagoya sur l'APA . . . . .	442
4.3	Les conditions d'accès aux ressources génétiques . . . . .	443
4.4	Le partage des avantages . . . . .	446
4.4.1	La participation des nationaux aux travaux de recherche . . . . .	447
4.4.2	Le transfert de technologies et de biotechnologies . . . . .	448
4.5	La participation des communautés autochtones aux avantages et la reconnaissance de leurs savoirs traditionnels . . . . .	454
4.5.1	Le consentement préalable des communautés autochtones concernant l'accès aux ressources génétiques . . . . .	455
4.5.2	Le consentement préalable des communautés autochtones concernant l'accès aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques . . . . .	456
5.	Le protocole de Cartagena sur la biosécurité . . . . .	461
5.1	La biosécurité : l'état du problème . . . . .	461
5.1.1	Les risques des OGM pour la santé . . . . .	463
5.1.2	Les risques des OGM pour l'environnement . . . . .	464
5.2	Les enjeux du Protocole de Cartagena . . . . .	466
5.3	Le champ d'application du Protocole de Cartagena . . . . .	470
5.3.1	Les OGM introduits intentionnellement dans l'environnement . . . . .	471
5.3.2	Les OGM destinés directement à l'alimentation humaine ou animale ou à la transformation . . . . .	474
5.4	Les sources potentielles de conflits entre le <i>Protocole de Cartagena</i> et les accords de l'OMC . . . . .	475
5.4.1	L'incompatibilité des procédures d'évaluation des risques dans le cadre du <i>Protocole de Cartagena</i> et l'accord SPS de l'OMC . . . . .	475

5.4.2	Le suivi et l'identification des OGM. . . . .	478
5.4.3	Le règlement des différends relatifs à l'application des obligations des Parties dans le droit de l'OMC et du <i>Protocole de Cartagena</i> . . . . .	480
5.5	La responsabilité pour les dommages causés par les OGM : Le Protocole additionnel de Nagoya – Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. . . . .	483
6.	Le mécanisme financier de la Convention sur la diversité biologique et de ses protocoles . . . . .	488
6.1	Le financement de la prévention des risques biotechnologiques dans le cadre du Protocole de Cartagena . . . . .	492
6.2	Le financement du Protocole de Nagoya sur l'APA . . . . .	494
7.	Les institutions . . . . .	494
8.	La responsabilité et la réparation . . . . .	500
9.	Le contrôle de la conformité . . . . .	501
10.	Le règlement des différends . . . . .	506
	Conclusion . . . . .	507
	Bibliographie. . . . .	508
	<b>Chapitre 7 – La protection des eaux douces</b> . . . . .	<b>523</b>
1.	La problématique générale . . . . .	523
2.	Les principales sources juridiques . . . . .	527
2.1	Les sources significatives du début du droit international de l'eau . . . . .	527
2.2	La Convention de New York de 1997 sur le droit des utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation . . . . .	533
2.2.1	Les traités sur l'eau préexistants à la Convention de New York . . . . .	539

---

2.2.2	Les traités sur l'eau postérieurs à la Convention de New York . . . . .	543
2.2.3	La Convention de New York face à la Convention d'Helsinki du 17 mars 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux . . . . .	549
2.2.3.1	La Convention d'Helsinki et ses relations avec la Convention de New York . . . . .	552
2.2.3.2	Les traités sur l'eau particuliers s'inscrivant dans le contexte de la Convention d'Helsinki . . . . .	556
2.2.3.3	Les instruments obligatoires prolongeant le dispositif de la Convention d'Helsinki . . . . .	559
2.2.4	La Convention de New York face au Projet d'articles de la C.D.I. sur les aquifères transfrontières de 2008 . . . . .	562
2.2.4.1	Le Projet d'articles et ses suites conventionnelles . . . . .	562
2.2.4.2	Le Projet d'articles et ses relations avec la Convention de New York . . . . .	564
2.3	Les grandes décisions de justice internationale . . . . .	565
3.	Les domaines du droit international de l'eau . . . . .	573
3.1	Le domaine géographique : les éléments aquatiques visés . . . . .	573
3.1.1	L'élément territorial mobile : les eaux . . . . .	573
3.1.2	L'élément territorial immobile : le bassin hydrographique et l'aquifère . . . . .	578
3.1.3	L'élément territorial complexe : l'écosystème aquatique . . . . .	580
3.2	Le domaine matériel : les activités visées . . . . .	581
3.3	Le domaine personnel : les acteurs principaux . . . . .	584
3.3.1	Les États . . . . .	584
3.3.2	Les organisations intergouvernementales, notamment les commissions mixtes . . . . .	585

3.3.3 Les autres acteurs . . . . .	587
4. Les règles applicables . . . . .	590
4.1 Les règles procédurales . . . . .	590
4.2 Les règles matérielles . . . . .	592
Bibliographie. . . . .	595
<b>Chapitre 8 – La protection du milieu marin . . . . .</b>	<b>597</b>
1. La problématique générale . . . . .	597
2. La réglementation générale dans le cadre de la Convention de Montego Bay . . . . .	600
2.1 Les espaces maritimes . . . . .	604
2.1.1 Les espaces relevant de la souveraineté étatique . . . . .	604
2.1.2 Les espaces sur lesquels l'État côtier exerce des droits souverains. . . . .	606
2.1.3 Les espaces internationalisés . . . . .	612
2.1.4 Les tendances d'évolution de certains espaces maritimes. . . . .	614
2.2 La réglementation environnementale générale (partie XII). . . . .	618
2.3 La réglementation des ressources naturelles des eaux de mer . . . . .	621
2.3.1 Les ressources biologiques . . . . .	622
2.3.2 Les autres ressources marines . . . . .	629
2.4 La réglementation des ressources de la Zone (partie XI) . . . . .	631
3. La réglementation des mers régionales . . . . .	634
3.1 Les régimes autonomes . . . . .	635
3.2 Les régimes liés au Programme pour les mers régionales du PNUE. . . . .	639

---

4. La réglementation d'atteintes particulières au milieu marin. . . . .	647
4.1 La pollution tellurique . . . . .	648
4.2 La pollution par les navires. . . . .	650
4.2.1 La sécurité normale des navires et des agents polluants à bord . . . . .	652
4.2.1.1 Le cadre général posé par la Convention MARPOL . . . . .	653
4.2.1.2 La prévention de la pollution par les hydrocarbures . . . . .	657
4.2.1.3 La prévention des autres formes de pollution à partir des navires (substances nocives, eaux usées, ordures, pollution de l'air, peintures antisalissure). . . . .	660
4.2.2 Les situations d'urgence . . . . .	662
4.2.3 La fin de vie d'un navire. . . . .	663
4.3 La pollution par immersion des déchets . . . . .	665
4.4 La pollution générée par les activités sur les fonds marins. . . . .	667
4.5 Les autres formes d'atteinte . . . . .	667
4.5.1 L'invasion du milieu marin par des espèces exotiques et des agents pathogènes . . . . .	668
4.5.2 Formes particulières d'atteinte physique au milieu marin . . . . .	670
Bibliographie. . . . .	671
<b>Chapitre 9 – La pollution atmosphérique transfrontière . . . . .</b>	<b>673</b>
1. L'état du problème . . . . .	674
1.1 La définition . . . . .	674
1.2 Les principaux contaminants. . . . .	676
1.3 Les effets dommageables . . . . .	677

2. Le régime de la convention de 1979 et son évolution . . . .	679
2.1 Le cadre général. . . . .	680
2.2 Les protocoles . . . . .	683
2.2.1 Le soufre . . . . .	685
2.2.2 Les oxydes d'azote (NO <sub>x</sub> ). . . . .	688
2.2.3 Les composés organiques volatils (COV) . . . .	690
2.2.4 Les métaux lourds . . . . .	693
2.2.5 Les polluants organiques persistants (POP) . .	696
2.2.6 Le Protocole relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique (1999) . . . . .	700
2.3 Bilan . . . . .	703
3. Le contexte Nord-Américain . . . . .	705
3.1 L'Accord de 1991 sur la qualité de l'air. . . . .	706
3.2 L'Annexe sur l'ozone de décembre 2000 . . . . .	710
Bibliographie. . . . .	714
<b>Chapitre 10 – La protection internationale de la                 couche d'ozone . . . . .</b>	<b>717</b>
1. L'état du problème . . . . .	718
1.1 La fonction de l'ozone . . . . .	718
1.2 Les substances responsables . . . . .	721
1.3 La mise en place d'un régime évolutif . . . . .	727
1.3.1 La Convention de Vienne . . . . .	728
1.3.2 Le Protocole de Montréal de 1987. . . . .	730
1.4 Les défis d'une réglementation mondiale . . . . .	733
2. Les mesures de restriction prises à l'endroit des substances qui appauvrissent l'ozone . . . . .	737
2.1 Les substances réglementées et le calendrier des réductions de production et de consommation. . . . .	738



2.2	La restriction des échanges commerciaux des substances . . . . .	747
2.2.1	Le commerce entre États Parties et États non-Parties . . . . .	747
2.2.1.1	Les importations et exportations . . .	748
2.2.1.2	Les produits contenant des SAO et les produits fabriqués à l'aide de SAO . . . . .	749
2.2.2	Le commerce entre Parties contractantes . . .	750
2.3	Les exceptions et usages permis : les besoins intérieurs fondamentaux des PED et les applications essentielles . . . . .	752
3.	La prise en compte de la situation particulière des pays en développement . . . . .	755
4.	La sanction des obligations . . . . .	758
5.	Les défis actuels . . . . .	761
	Annexes du Protocole de Montréal (Annexes A, B, C, D et E) . . . . .	767
	Bibliographie . . . . .	775
	<b>Chapitre 11 – Les changements climatiques . . . . .</b>	<b>779</b>
1-	Notions fondamentales . . . . .	779
1.1	La hausse de la température moyenne de la Terre . .	780
1.2	La hausse de la température et les activités humaines . . . . .	783
1.3	Les gaz à effet de serre (GES) . . . . .	785
1.4	Les grands pollueurs . . . . .	789
1.5	Les impacts . . . . .	793
1.6	Questions de fond . . . . .	795
1.6.1	La diminution des émissions polluantes . . . .	795
1.6.2	La nécessaire équité entre les peuples . . . . .	796

1.6.3	Le financement des mesures d'atténuation et d'adaptation et la compensation pour pertes et préjudices. . . . .	797
2.	La convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (1992) . . . . .	801
2.1	L'objectif . . . . .	801
2.2	Les principes. . . . .	802
2.2.1	Le principe des responsabilités communes, mais différenciées . . . . .	803
2.2.2	Le droit au développement économique en faveur des PED . . . . .	805
2.2.3	Une reconnaissance limitée du principe de précaution . . . . .	806
2.3	Des obligations communes, mais différenciées . . . . .	807
2.3.1	Les obligations communes. . . . .	807
2.3.1.1	L'obligation de faire l'inventaire des GES et d'établir un programme national. . . . .	807
2.3.1.2	L'obligation de communiquer à la Conférence des Parties l'inventaire national et les éléments du programme national . . . . .	808
2.3.2	Les obligations spécifiques des pays développés . . . . .	809
2.3.2.1	L'obligation de limiter les émissions de GES : un vœu pieux . . . . .	810
2.3.2.2	Une obligation financière nouvelle en faveur des pays en développement . . . . .	813
2.4	La structure institutionnelle . . . . .	813
3-	Le protocole de Kyoto (1997-2020) . . . . .	814
3.1	Statut actuel. . . . .	814
3.2	Historique . . . . .	816
3.3	L'entrée en vigueur . . . . .	817
3.4	Les obligations de réduction . . . . .	818

---

3.5	Les diverses modalités de réduction des GES . . . . .	822
3.5.1	L'obligation de promouvoir le développement durable . . . . .	822
3.5.2	La possibilité de prendre en compte les puits de carbone forestiers et agricoles . . . . .	823
3.5.3	La possibilité de recourir aux mécanismes du marché . . . . .	824
3.5.3.1	Un marché international du carbone : plafonnement et échanges de droits d'émissions . . . . .	826
3.5.3.2	La mise en œuvre conjointe entre pays industrialisés (MOC). . . . .	831
3.5.3.3	Le Mécanisme de développement propre (MDP). . . . .	831
3.5.3.4	La possibilité d'une mise en commun des obligations de réduction . . . . .	833
3.6	Les leçons à tirer . . . . .	835
4.	Les accords de Copenhague et de Paris . . . . .	838
4.1	Bref historique des négociations 2005-2009 . . . . .	838
4.2	L'Accord de Copenhague . . . . .	840
4.2.1	Nature politique de l'Accord . . . . .	840
4.2.2	Des contributions nationales pour tous les pays . . . . .	841
4.2.3	Engagements financiers . . . . .	842
4.2.4	Les accords de Cancun, 2010 . . . . .	843
4.3	L'Accord de Paris du 12 décembre 2015 . . . . .	844
4.3.1	Objectifs poursuivis . . . . .	845
4.3.2	Les contributions nationales . . . . .	846
4.3.3	Un cadre transparent pour garantir l'imputabilité et la crédibilité du système . . . . .	858
4.3.4	L'aide à l'adaptation et le problème des pertes et préjudices . . . . .	861
4.3.5	Transfert de technologies et financement . . . . .	862
4.3.5.1	Le Fonds pour l'environnement mondial . . . . .	863

4.3.5.2	Le Fonds vert pour le climat . . . . .	865
4.3.5.3	Le Fonds d'adaptation pour le changement climatique . . . . .	868
	Bibliographie. . . . .	869
	<b>Chapitre 12 – Les effluents industriels et les produits chimiques . . . . .</b>	<b>873</b>
1.	La nécessité d'une prise en charge globale . . . . .	875
2.	La convention de Rotterdam . . . . .	882
2.1	La procédure de consentement préalable en connaissance de cause. . . . .	885
2.2	L'échange d'informations . . . . .	889
2.3	Les défis à relever . . . . .	891
3.	La convention de Stockholm . . . . .	897
3.1	Les substances chimiques visées . . . . .	898
3.2	Les obligations souscrites. . . . .	903
3.3	Les défis à relever . . . . .	906
4.	La Convention sur le mercure . . . . .	910
	Bibliographie. . . . .	915
	<b>Chapitre 13 – Les déchets . . . . .</b>	<b>919</b>
1.	Introduction . . . . .	919
2.	L'immersion de déchets et d'autres matières . . . . .	921
2.1	Les déchets. . . . .	921
2.2	Les autres matières (Installations <i>offshore</i> ) . . . . .	924
2.3	La pollution d'origine tellurique . . . . .	927
3.	Les déchets dangereux . . . . .	929
3.1	La définition du problème. . . . .	929
3.1.1	Les mouvements transfrontières des déchets à l'origine des initiatives internationales. . . . .	929

3.1.2	Les autres problèmes de la gestion des déchets et l'évolution de la situation . . . . .	930
3.2	La réglementation internationale et régionale des déchets dangereux. . . . .	934
3.2.1	La réglementation internationale : la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination et son Protocole sur la responsabilité et l'indemnisation. . . . .	934
3.2.1.1	Les origines. . . . .	934
3.2.1.2	Les objectifs . . . . .	937
3.2.1.3	Le champ d'application . . . . .	938
3.2.1.4	Les obligations souscrites . . . . .	940
3.2.1.5	La responsabilité et l'indemnisation : le Protocole de la Convention de Bâle . . . . .	957
3.2.1.6	Les défis à relever . . . . .	960
3.2.2	La réglementation régionale des mouvements transfrontières de déchets dangereux : la Convention de Bamako et les autres conventions régionales ou bilatérales . . . . .	968
3.2.2.1	La Convention de Nouméa . . . . .	968
3.2.2.2	L'Accord de coopération entre le Mexique et les États-Unis . . . . .	969
3.2.2.3	L'accord canado-américain . . . . .	969
3.2.2.4	La Convention de Bamako . . . . .	971
3.2.2.5	L'accord de Panama . . . . .	987
3.2.2.6	La Convention de Waigani . . . . .	988
	Conclusion . . . . .	989
	Bibliographie. . . . .	991
	<b>Chapitre 14 – L'énergie nucléaire</b> . . . . .	999
	Introduction . . . . .	1000
1.	L'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins militaires . . . . .	1005
1.1	La non-prolifération . . . . .	1005
1.1.1	La reconnaissance temporaire du monopole des États dotés d'armes nucléaires . . . . .	1007

1.1.2	Le droit inaliénable de tous les États à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques . . .	1012
1.1.2.1	Le cas de l'Iran . . . . .	1015
1.1.2.2	Le cas de la Corée du Nord. . . . .	1018
1.2	Les essais nucléaires. . . . .	1019
1.2.1	L'interdiction partielle des essais nucléaires . . .	1020
1.2.2	L'affaire des essais nucléaires français . . . . .	1021
1.2.2.1	Nouvelle-Zélande contre France, 1995 . . . . .	1021
1.2.3	Les traités américano-soviétiques de 1974 et 1976 . . . . .	1022
1.2.4	L'interdiction complète des essais nucléaires . . .	1022
1.3	La présomption d'illégalité du recours à l'arme nucléaire . . . . .	1024
1.3.1	L'Avis consultatif de 1996 . . . . .	1024
1.3.2	Les conséquences de l'Avis . . . . .	1029
1.4	Les zones exemptes d'armes nucléaires. . . . .	1029
1.4.1	L'Antarctique . . . . .	1030
1.4.2	L'espace extra-atmosphérique . . . . .	1030
1.4.3	Le fond des mers et des océans. . . . .	1031
1.4.4	L'Amérique latine et les Caraïbes . . . . .	1031
1.4.5	Le Pacifique Sud (1985) . . . . .	1032
1.4.6	L'Asie du Sud-est et l'Asie centrale . . . . .	1033
1.4.7	L'Afrique . . . . .	1033
1.4.8	Un grand absent : le Moyen-Orient . . . . .	1034
2.	L'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins civiles. . . . .	1035
2.1	La sûreté . . . . .	1035
2.1.1	La sûreté des centrales électronucléaires . . . . .	1035
2.1.2	La protection physique des matières nucléaires . . . . .	1036
2.2	La survenance d'un accident nucléaire . . . . .	1037
2.2.1	La notification rapide. . . . .	1037

2.2.2	L'assistance internationale. . . . .	1038
2.3	La responsabilité. . . . .	1038
3.	Les déchets radioactifs . . . . .	1038
3.1	Notions préliminaires . . . . .	1039
3.2	Sûreté des installations de gestion du combustible usé et des déchets radioactifs . . . . .	1042
3.2.1	Champ d'application . . . . .	1043
3.2.2	Obligations . . . . .	1044
3.2.3	Contrôle international . . . . .	1045
3.2.4	Commerce . . . . .	1045
3.3	L'interdiction de l'immersion en mer . . . . .	1047
3.3.1	L'interdiction partielle de 1972 . . . . .	1048
3.3.2	Le moratoire de 1983 . . . . .	1050
3.3.3	L'interdiction générale de 1993 et de 1996 . . . . .	1052
3.4	Les droits des générations futures . . . . .	1055
	Bibliographie . . . . .	1056
<b>Chapitre 15 – La protection de l'environnement face aux règles du commerce international . . . . .</b>		
1.	État du problème . . . . .	1059
2.	Le droit de l'OMC . . . . .	1063
2.1	Le GATT de 1994. . . . .	1063
2.1.1	L'interdiction des restrictions quantitatives. . . . .	1064
2.1.2	Le principe de non-discrimination entre produits similaires . . . . .	1065
2.1.3	Normes-produits et normes non-produits . . . . .	1067
2.1.4	Les exceptions générales de l'article XX. . . . .	1071
2.2	Les principaux accords commerciaux OMC reliés à l'environnement . . . . .	1072

3.	Le test de l'article XX comme critère de légitimité des législations nationales environnementales qui ont un effet sur le commerce . . . . .	1074
3.1	Les exceptions générales de l'article XX b) et g) . . .	1075
3.1.1	Le paragraphe introductif de l'article XX . . .	1076
3.1.2	Les mesures prises au titre de l'alinéa b) . . .	1077
3.1.3	Les mesures prises au titre de l'alinéa g) . . .	1082
3.2	Revue sommaire de la jurisprudence environnementale sous l'article XX du GATT . . . .	1085
3.2.1	L'affaire du thon mexicain . . . . .	1085
3.2.1.1	Thon I . . . . .	1085
3.2.1.2	Thon II . . . . .	1087
3.2.2	L'affaire concernant la formule américaine d'essence ancienne et nouvelle . . . . .	1089
3.2.3	L'affaire Crevettes I . . . . .	1090
3.2.4	L'affaire Crevettes II (2001) . . . . .	1093
3.2.5	L'affaire des produits de l'amiante chrysotile .	1094
3.2.6	L'affaire Brésil – Pneumatiques rechapés. . .	1095
3.2.7	L'affaire du bœuf aux hormones . . . . .	1097
3.3	L'exception de l'article XX a) : l'affaire Communautés européennes – Certaines mesures prohibant l'importation et la commercialisation de produits dérivés du phoque . . . . .	1098
4.	Les accords multilatéraux environnementaux . . . . .	1105
4.1	Le commerce entre États membres de l'OMC qui sont également Parties à un AEM . . . . .	1108
4.2	Le commerce entre deux États membres de l'OMC dont un seul est Partie à un AEM. . . . .	1110
5.	Les travaux du comité du commerce et de l'environnement (CCE) . . . . .	1110
5.1	Les sujets qui font l'objet de négociations dans le cadre du Cycle de Doha . . . . .	1113
5.1.1	Les biens et services environnementaux . . .	1113



---

5.1.2	Les AEM. . . . .	1119
5.2	Les sujets à l'ordre du jour du CCE, session ordinaire . . . . .	1121
5.2.1	Les prescriptions environnementales et les accès aux marchés . . . . .	1121
5.2.2	L'étiquetage à des fins environnementales (éco-étiquetage) . . . . .	1123
5.2.3	L'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce . . .	1131
	Bibliographie . . . . .	1133
	<b>Chapitre 16 – La protection de l'environnement et les traités commerciaux régionaux : l'exemple de l'ALÉNA . . . . .</b>	<b>1137</b>
1.	Le cadre Nord-Américain de protection de l'environnement . . . . .	1138
1.1	Les dispositions environnementales dans le cadre de l'ALÉNA. . . . .	1139
1.1.1	La primauté de certains accords environnementaux sur les accords commerciaux . . . . .	1140
1.1.2	La légitimité de mesures environnementales unilatérales au titre de mesures sanitaires et phytosanitaires . . . . .	1141
1.1.3	La légitimité de mesures environnementales unilatérales au titre de mesures techniques de normalisation . . . . .	1142
1.1.4	La légitimité de mesures environnementales unilatérales et leur conformité au regard du chapitre concernant les investissements . . .	1144
1.1.5	La légitimité de certaines mesures environnementales unilatérales au titre des exceptions générales reconnues dans le cadre du GATT de 1947 . . . . .	1145
1.1.6	Le recours à des experts de l'environnement dans le cadre de la procédure d'arbitrage . . .	1147

1.2	La controverse autour de l'invocation du chapitre 11 de l'ALÉNA à l'encontre des normes environnementales nationales : quelques éléments jurisprudentiels . . .	1150
1.2.1	Les premières décisions arbitrales. . . . .	1153
1.2.2	Quelques cas récents et le maintien des craintes quant à la capacité des États d'adopter des mesures réglementaires légitimes . . . . .	1158
1.3.	L'accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement . . . . .	1171
1.3.1	Les origines . . . . .	1171
1.3.2	Le régime des obligations . . . . .	1175
1.3.2.1	L'obligation d'appliquer efficacement la législation environnementale . . .	1175
1.3.2.2	L'obligation générale de coopération . . . . .	1176
1.3.3	Le règlement des différends . . . . .	1177
1.3.3.1	La plainte (ou « communication ») individuelle . . . . .	1179
1.3.3.2	La plainte étatique . . . . .	1182
	a) L'ouverture de consultations directes et la médiation possible du Conseil. . . . .	1183
	b) La procédure exceptionnelle de l'arbitrage médiateur. . . . .	1183
1.3.3.3	L'exception canadienne. . . . .	1185
	a) L'impossibilité de sanctions commerciales contre le Canada. .	1185
	b) L'adhésion formelle des provinces par application de la clause fédérale . . . . .	1185
1.3.4	La participation du public . . . . .	1187
2.	Accords de commerce et Europe. . . . .	1191
	Bibliographie . . . . .	1195

<b>Chapitre 17 – La responsabilité internationale pour dommages transfrontières . . . . .</b>	<b>1201</b>
1. Le principe de l'utilisation non dommageable du territoire et l'obligation générale de prévention . . . . .	1204
1.1 La jurisprudence internationale . . . . .	1204
1.1.1 <i>L’Affaire de la Fonderie de Trail (Trail Smelter Case)</i> . . . . .	1204
1.1.2 <i>L’Affaire du Détroit de Corfou</i> . . . . .	1206
1.1.3 <i>L’Affaire du Lac Lanoux</i> . . . . .	1207
1.1.4 <i>L’Affaire des essais nucléaires français</i> . . . . .	1209
1.1.5 <i>L’Affaire Gabčíkovo-Nagymaros</i> . . . . .	1210
1.1.6 <i>L’Affaire relative à des usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay</i> . . . . .	1215
1.1.7 <i>L’Affaire des épandages aériens d’herbicides</i> . . . . .	1216
1.2 Éléments fondamentaux de l'obligation générale de prévention . . . . .	1217
1.2.1 Une obligation de droit coutumier . . . . .	1218
1.2.2 Le contenu de l'obligation . . . . .	1220
1.2.3 Une obligation traditionnelle de moyen et non de résultat . . . . .	1222
1.2.4 Des dommages appréciables . . . . .	1225
1.2.5 Une obligation nécessaire, mais inadéquate, pour la protection des victimes. . . . .	1226
2. La réparation du dommage transfrontière : aspects généraux. . . . .	1227
2.1 La responsabilité pour fait illicite. . . . .	1227
2.2 Vers une responsabilité environnementale sans égard à la faute. . . . .	1229
2.2.1 Le retour à la <i>Fonderie de Trail</i> . . . . .	1230
2.2.2 Le Projet d'un Groupe de travail de la CDI de 1996 : une responsabilité objective sans assise théorique, à la charge de l'État . . . . .	1232

2.3	Vers un droit nouveau : une responsabilité objective à la charge de l'exploitant (2006) . . . . .	1235
3.	La réparation des dommages : les régimes conventionnels particuliers fondés sur la responsabilité objective . . . . .	1240
3.1	La responsabilité civile en matière nucléaire . . . . .	1241
3.1.1	Le plan européen . . . . .	1243
3.1.2	Sur le plan mondial . . . . .	1246
3.1.3	La nouvelle convention mondiale de 1997 . . . . .	1247
3.1.4	Le transport maritime de matières nucléaires . . . . .	1248
3.1.5	Les navires à propulsion nucléaire . . . . .	1249
3.2	La responsabilité civile en matière maritime : la pollution accidentelle . . . . .	1250
3.2.1	Aspects historiques . . . . .	1250
3.2.1.1	Le naufrage du <i>Torrey Canyon</i> et le développement du droit de la responsabilité objective . . . . .	1250
3.2.1.2	Le naufrage de l' <i>Amoco-Cadiz</i> . . . . .	1253
3.2.2	Le régime actuel de la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures . . . . .	1254
3.2.2.1	Le régime de la Convention sur la responsabilité . . . . .	1255
3.2.2.1.1	Responsabilité objective . . . . .	1255
3.2.2.1.2	Limite de responsabilité . . . . .	1256
3.2.2.1.3	Assurance obligatoire . . . . .	1257
3.2.2.1.4	La notion de dommage . . . . .	1257
3.2.2.1.5	Cas d'exonération . . . . .	1257
3.2.2.2	Les Fonds internationaux d'indemnisation . . . . .	1258
3.2.2.2.1	Le FIPOL 1992 . . . . .	1258
3.2.2.2.2	Le Fonds complémentaire de 2003 . . . . .	1264
3.2.3	Les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soute . . . . .	1265

3.2.4	La pollution par d'autres substances nocives et potentiellement dangereuses (Convention SNPD 1996/2010) . . . . .	1266
3.3	Le transport et l'élimination des déchets dangereux (Protocole de Bâle) . . . . .	1268
3.4	Les accidents industriels sur les eaux transfrontières . . . . .	1269
4.	La responsabilité objective, en droit européen . . . . .	1270
4.1	Dommmages résultant d'activités dangereuses pour l'environnement. Le projet mort-né de la convention de Lugano (1993). . . . .	1270
4.2	Responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux . . . . .	1273
5.	La responsabilité pénale de l'état pour crime environnemental . . . . .	1276
5.1	Le Projet de la CDI de 1996 . . . . .	1276
5.2	Le Projet d'articles de 2001 . . . . .	1277
5.3	La Convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal (Strasbourg 1998) . . . . .	1278
	Bibliographie . . . . .	1279
	<b>Chapitre 18 – La protection de l'environnement en rapport avec les conflits armés . . . . .</b>	<b>1283</b>
1.	La problématique générale . . . . .	1283
2.	Le domaine d'application <i>ratione instrumentorum</i> . . . . .	1287
2.1	Les instruments du droit international des conflits armés . . . . .	1287
2.2	Les instruments du droit international de l'environnement . . . . .	1289
3.	Le domaine d'application <i>ratione loci</i> . . . . .	1290
3.1	Les territoires des États impliqués dans un conflit armé. . . . .	1290

3.2	Les espaces, zones et sites bénéficiant d'un statut protecteur spécial . . . . .	1292
4.	Le domaine d'application <i>ratione temporis</i> . . . . .	1295
4.1	La situation en amont d'un conflit armé . . . . .	1295
4.1.1	Les normes préventives des conflits armés dans des domaines environnementaux particulièrement sensibles et vitaux. . . . .	1295
4.1.2	Les normes sur le désarmement . . . . .	1296
4.1.3	Les normes dans le domaine des essais des armes, notamment nucléaires . . . . .	1298
4.1.4	Les normes relatives au déclenchement d'un conflit armé . . . . .	1300
4.2	La situation pendant un conflit armé. . . . .	1301
4.2.1	La continuité des obligations environnementales en période de conflit armé . . . . .	1302
4.2.2	La proscription des méthodes de guerre particulièrement attentatoires à l'environnement. . . . .	1303
4.2.3	L'apparition d'éléments spécifiquement environnementaux constitutifs notamment du crime de guerre . . . . .	1307
4.3	La situation en aval d'un conflit armé . . . . .	1309
5.	Le domaine d'application <i>ratione materiæ</i> (principes juridiques majeurs) . . . . .	1311
	Bibliographie . . . . .	1314
	<b>Table des législations</b> . . . . .	1315
	<b>Table de la jurisprudence</b> . . . . .	1397
	<b>Index analytique</b> . . . . .	1411